

"En termes de nombre de femmes au gouvernement, oui, nous faisons des progrès. Mais, si vous menez une enquête approfondie sur la raison pour laquelle ces femmes ont été nommées, vous réaliserez qu'elles sont seulement importantes pendant la période électorale", déclare Zhean Gwaze, une journaliste et activiste de genre.

Elle soutient que les femmes au gouvernement sont simplement là pour servir les intérêts des politiciens hommes. La militante des droits de l'Homme Alice Chibwe est de cet avis : "Nous avons une femme vice-présidente, mais ce qui importe est le travail qu'elle fait. Elle ne fait aucun travail qualitatif pour servir les intérêts des femmes".

"C'est l'une des raisons pour lesquelles la réalisation de l'égalité de genre d'ici à 2015 devient une grosse blague", affirme Chibwe, qui travaille pour le 'Southern African Human Rights Trust' (SAHRIT), une organisation non gouvernementale accordant un intérêt spécial au travail sur les droits humains. Les Objectifs du millénaire pour le développement, des Nations Unies, ont fixé 2015 comme l'année fixée pour l'avancement de l'égalité de genre.

Au Zimbabwe, des disparités de genre caractérisent tous les aspects du développement. Le pays a été classé 113ème dans l'indice de développement mondial lié au genre en 2004. Ceci reflète le statut généralement bas des femmes concernant l'accès, le contrôle et la possession des ressources économiques et leurs positions dans des processus de prise de décision.

Gwaze souligne que le Zimbabwe a "beaucoup de chemin à faire avant d'atteindre l'égalité de genre. En termes de politique, nous n'avons même pas réalisé le système de 30 pour cent de quota au parlement. La représentation législative de 50-50 proposée d'ici à 2008 est irréalisable".

Dans la Chambre basse de l'assemblée, forte de 150 membres, 23 des députés étaient des femmes en 2006 tandis que des femmes occupaient 24 des 66 sièges dans la Chambre haute du sénat en 2005 (les derniers chiffres disponibles).

Selon Chibwe, le pays "a réalisé certaines avancées en adoptant des politiques et un cadre légal qui promeut l'égalité de genre, mais la situation socio-économique dans le pays entrave le progrès".

En 2004, le gouvernement a adopté la Politique nationale sur le genre (NGP). La politique vise à promouvoir l'intégration des perspectives de genre dans la conception, la mise en œuvre, le contrôle et l'évaluation de politiques et programmes. La politique a été développée avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Dans le cadre de la NGP, le président Robert Mugabe a promulgué cette année la Loi sur la violence conjugale. Elle a été élaborée par le gouvernement, des ONG, le PNUD, des femmes politiques et des organisations de femmes. La loi vise à apporter protection et assistance aux victimes de violence conjugale.

Les niveaux de violence domestique au Zimbabwe ont atteint des seuils alarmants. Les archives de la police de 2006 montrent qu'une femme sur quatre est victime d'abus durant sa vie. Près de 60 pour cent des affaires de meurtres passant à la Haute cour sont liées à la violence conjugale.

Le PNUD soutient cette année l'élaboration du Rapport national sur le développement humain du Zimbabwe. Le rapport se focalisera sur le genre et le développement pour donner un compte-rendu précis de ces aspects qui étouffent la pleine participation des femmes aux prises de décision.

Le PNUD est également en train de contribuer activement à la participation des femmes aux processus budgétaires nationaux au Zimbabwe. Il veut lier la gouvernance et la réduction de la pauvreté à la participation des femmes à des processus de prises de décision. Suite à cette initiative, le gouvernement a lancé en avril le Programme genre, budgétisation et émancipation des femmes.

Gwaze a fortement le sentiment que l'adoption du dernier programme sur le genre est une manière pour le gouvernement de gagner du temps dans la crise politique actuelle que traverse le pays.

La promulgation de ces politiques visant à éradiquer la discrimination à l'égard des femmes doit toutefois être perçue en termes pratiques. "J'ai le sentiment que les hommes ont toujours plus d'avantages que les femmes", estime Clotilda Chidawanyika, fondatrice et directrice de Transafrik, une société zimbabwéenne de transfert d'argent.

"Oui, le gouvernement fait quelque chose, mais il peut faire mieux. Pour qu'une femme réussisse, elle doit faire deux fois plus d'effort et parcourir un kilomètre de plus afin d'être reconnue. Il y a plus de chances dans la vie pour les hommes qu'il n'y en a pour les femmes. Je pense que 2015 est trop tôt pour le Zimbabwe, à moins qu'il n'y ait un changement radical dans les politiques et la politique".

La Bourse des valeurs du Zimbabwe (ZSE) a toujours un visage masculin. Investir et vendre des valeurs est largement resté un domaine d'hommes et seul un petit nombre de femmes concluent des opérations de bourse sur la ZSE. Sur les 35 agents de change impliqués dans les transactions quotidiennes à la bourse locale, seuls quatre sont des femmes et trois d'entre elles ne sont pas encore des agents de change agréés.

Mais alors que plusieurs personnes au Zimbabwe déplorent l'approche de pure forme de la société par rapport à l'égalité de genre, Chipo Mtasa, la directrice exécutive d'une grande compagnie zimbabwéenne de loisirs, a un avis contraire. "Au départ, ce n'était pas facile pour moi d'être visible, mais j'ai fait un gros effort pour établir de bons contacts dès le départ.

"Je n'ai jamais considéré le fait d'être une femme dans les affaires comme étant un défi et je ne suis jamais sentie marginalisée. Pour moi, le terrain de jeu a été aplani", affirme Mtasa.

Les femmes ne sont pas seules dans la lutte pour l'égalité de genre. Le Forum des hommes de

Padare/Enkundleni est une organisation masculine anti-sexiste qui se consacre à la lutte contre l'inégalité de genre.

"Nous œuvrons pour développer un mouvement social d'hommes qui contribue à l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Nous ferons cela à travers la promotion et la facilitation d'idées et d'actions qui permettent la participation des hommes à la lutte pour une société juste pour les deux sexes" déclare le responsable au plaidoyer de l'organisation, Eddington Mhonda.

La loi donne la possibilité au Zimbabwe d'honorer ses obligations internationales comme l'exigent les divers instruments internationaux sur les droits de l'Homme, dont la Convention des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes (CEDAW).

Le Zimbabwe est également signataire de la Déclaration sur le genre et le développement de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), de 1997. Aux termes de la déclaration, des pays s'étaient engagés à atteindre un objectif de 30 pour cent au moins de femmes dans des structures politiques et de prises de décision en 2005, et à promouvoir l'accès des femmes aux ressources.